

La Lettre du Maroc

BULLETIN DU PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE

"La seule vraie politique est la politique du vrai" - Mehdi Ben Barka.

LA TRANSITION DEMOCRATIQUE BLOQUEE

Les différentes élections qui ont eu lieu au Maroc depuis l'indépendance, ont toujours été controversées, car entachées de fraudes et d'interventions de l'exécutif. Les méthodes utilisées peuvent aller de la propagande ouvertement menée par l'administration en faveur de son candidat "pressenti", jusqu'à "l'enlèvement" des urnes et l'annonce de résultats préfabriqués, en passant par la corruption d'électeurs, ou simplement l'intimidation et la répression.

Au fil des expériences électorales, ces méthodes se sont affinées au point d'atteindre un degré insoupçonné de perfection et de raffinement. Le schéma idéal pour l'exécutif est d'élaborer à l'avance le résultat final des élections et les dosages souhaités, et de tirer les ficelles de façon indirecte pour y arriver. Les méthodes d'intervention directe, disponibles et opérantes à tout moment, ne sont utilisées qu'au cas où le scénario préétabli serait contrarié.

Les dosages souhaités (établis et simulés sur les puissants ordinateurs du ministère de l'intérieur) visent à récompenser le degré d'allégeance des formations politiques d'une part, et à fabriquer une image d'apparence crédible destinée à l'étranger. Les jeux de la démocratie occidentale (majorité-opposition, droite-gauche, débats télévisés...) doivent être mimés autant que possible pour accréditer une démocratie de façade. Néanmoins, un cadre constitutionnel rigide, une loi électorale adaptée et le rôle

direct de l'exécutif dans le déroulement des élections, met le pouvoir à l'abri de toute mauvaise surprise. Non seulement la majorité aux élections parlementaires lui est acquise d'avance, mais le parlement lui-même demeure une chambre d'enregistrement sans souveraineté réelle. Il n'est toujours pas question d'établir les fondements constitutionnels de la démocratie: souveraineté du peuple, séparation des pouvoirs, citoyenneté, Etat de droit, élections libres...

Ainsi, les méthodes utilisées pour "élire" l'actuel parlement (25 octobre puis 17 septembre 1993) ont atteint un niveau inégalé en falsification quasi-mathématique. Les dosages ont été subtilement calculés pour qu'aucune formation ou famille politique à elle seule ne puisse constituer de majorité. Il s'agit ainsi d'un parlement "à géométrie variable" qui permet de faire et défaire à volonté majorités et gouvernements selon les désirs du pouvoir.

Plusieurs mois après l'élection de ce parlement, le gouvernement antérieur continuait toujours à gouverner et à décider de la destinée du pays!... Il élabora en particulier la loi de finance (adoptée "spontanément" par le nouveau parlement) et décida de plans socio-économiques à moyen terme. Et quand le nouveau gouvernement fut formé sous la direction de M. Karim Lamrani (automne 1993), 16 anciens ministres gardèrent leurs postes.

Ce nouveau gouvernement dit de technocrates fut désigné en dehors de toute logique parlementaire. Il devait semble-t-il assurer l'intérim en attendant un gouvernement de coalition nationale avec la participation de l'opposition parlementaire. Mais les tractations à ce propos n'ont pas abouti.

Sans raison politique visible, M. Lamrani fut alors démis de ses fonctions et remplacé par son ministre des affaires étrangères M. Filali (juin 1994), qui hérite du même gouvernement de technocrates, à quelques rares exceptions près.

Le nouveau gouvernement devait assurer la transition en attendant non plus une coalition nationale, mais carrément le gouvernement de "l'alternance". Non pas une alternance issue des urnes et voulue par les citoyens, mais celle que l'on décide a priori et que l'on façonne grâce à la géométrie variable.

Il s'agit de faire participer l'opposition parlementaire au gouvernement en lui garantissant d'avance (pendant deux ou trois ans) le soutien d'un parlement où elle ne possède pas de majorité. Charge à elle de s'en procurer une, en s'alliant avec un ou plusieurs partis de droite. Il ne s'agit pas là non plus d'une alliance de principe sur la base d'un programme politique, mais d'un arrangement à l'amiable qui permet à l'opposition de devenir majoritaire, toujours par la volonté du pouvoir central.

ECHEC A L'ALTERNANCE

Après plusieurs mois d'immobilisme politique et d'incertitude, les tractations à propos de "l'alternance" échouèrent à leur tour, décevant de façon marquante les espoirs qui y ont été mis aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger. Un coup sérieux est ainsi donné au jeu de la démocratie de façade: sa réalité et sa nature profonde se sont soudain étalées au grand jour.

La raison de l'échec de "l'alternance" fut centrée médiatiquement sur le différent concernant la reconduction du "super-ministre" de l'intérieur et de l'information dans ses fonctions. Les pouvoirs débordants et les prérogatives hégémoniques de son ministère font de ce dernier un véritable gouvernement dans le gouvernement...

Le 11 janvier 1995 (date anniversaire de la "Pétition pour l'indépendance" de 1944) un

communiqué officiel laconique fut publié par le Cabinet royal, entérinant l'échec de l'alternance, et estimant que la non-reconduction du ministre de l'intérieur M. Driss Basri dans ses fonctions serait "une atteinte grave au bon fonctionnement des institutions sacrées"...

Suite à cet échec, le gouvernement Filali continua à gouverner. Il élaborait la loi de finance 1994-1995 contenant des engagements socio-économiques importants, alors même qu'il se savait démissionnaire, n'ayant aucune représentativité parlementaire. Et à l'ouverture de la nouvelle session parlementaire du 14 octobre 1994, il n'avait plus la moindre légitimité politique. La loi de finance fut néanmoins votée par le parlement "caisse enregistreuse", ainsi que tous les projets de lois qui lui furent présentés...

Cet épisode terminé, le gouvernement est alors démissionné en bloc, mais son premier ministre, M. Filali, est maintenu dans ses fonctions et chargé de proposer un nouveau gouvernement!...Après les technocrates pur jus, place à une nouvelle donne politique qui remet en selle la droite parlementaire.

Cependant, M. Filali, "indépendant" et libre de tout engagement dans une formation politique, n'est nullement tenu, en regard de la présente constitution, de proposer des ministres issus d'une majorité parlementaire. Mais le soutien de celle-ci lui est acquis d'avance: le rôle de la majorité configurable de ce drôle de parlement n'est-il pas de soutenir tout gouvernement désigné par le pouvoir quel qu'en soit la couleur, la nature ou le programme?...

Le nouveau gouvernement (formé le 27 février 1995) reflète ce jeu factice de la démocratie formelle, et synthétise les différentes donnes antérieures. C'est en fait une mixture ministérielle composée de 18 "indépendants" et de 20 ministres "politiques" appartenant aux principaux partis de droite: Union Constitutionnelle, Mouvement Populaire et Parti National Démocratique. Notons que parmi les "indépendants" figurent l'actuel premier ministre et ministre des affaires étrangères et de la coopération, l'immuable pilier du pouvoir et ministre d'Etat, Ahmed El Alaoui, et l'incontournable ministre de l'intérieur Driss Basri...

Mohammed Ziane, personnage équivoque, avocat officiel du gouvernement connu pour ses déclarations et actions détonnantes à l'encontre des détenus politiques, de la liberté de presse et des droits de l'homme, hérite du portefeuille du ministère chargé de ces droits. Geste de provocation délibéré à l'encontre de l'opinion démocratique interne et externe?

Notons également que ce gouvernement ne possède pas de majorité numérique au parlement (136 sièges seulement sur 294), au vu de sa composition. Cependant, le vote de confiance lui est dore et déjà acquis, et ses projets de lois seront de simples "lettres à la poste".

Une drôle de démocratie? Non, seulement un jeu de façade conforme à une constitution octroyée et votée officiellement à 99,26% (score fameux parlant de lui-même) et à des élections truquées et subtilement dosées pour permettre la réédition de ce jeu à volonté, quitte à franchir les limites de la décence...

LE TOUR DE PISTE DU PREMIER MINISTRE

Selon les derniers amendements de la constitution, le premier ministre doit se livrer à "un tour de piste" (selon la formule consacrée) devant le parlement pour exposer et faire valider son programme.

M. Filali s'est livré à cet exercice le 7 mars, réalisant une performance peu glorieuse aussi bien sur le fond que dans la forme. Hésitant, soulevant peu d'enthousiasme auprès de son propre auditoire, le premier ministre égraina les mêmes choix "déjà vus". Ni revus ni corrigés. La conjonction de ces choix avec la sécheresse, l'effondrement du tourisme et la chute brutale des exportations, menace d'une situation socio-économique explosive. Mais M. Filali maintient le même cap de l'ultra-libéralisme à tous crins.

En premier lieu, il confirme le bien-fondé de la politique de réajustement structurel recommandée par le F.M.I. et qui sévit dans le pays depuis une décennie, avec son cortège de désertifications sociales. L'aspect positif de cette politique serait d'attirer les investissements étrangers. En fait, ces investissements restent plus que modestes en l'absence d'un état de droit, de garanties juridiques réellement appliquées et d'institutions stables, crédibles, et dignes de

confiance. De plus, ces maigres investissements sont allés en majorité aux privatisations en cours. Ils n'ont contribué ni à créer de nouveaux secteurs d'activité et de développement, ni à résorber une partie du chômage débordant. Les privatisations elles-mêmes s'accompagnant de vagues impressionnantes de licenciements accentuant le délabrement du tissu social déjà fortement entamé.

Quant aux problèmes cruciaux que vit le pays, M. Filali n'a fait que les exposer d'une façon certes explicite, que même l'opposition ne peut contredire, mais sans y apporter la moindre ébauche de solution.

S'agissant de la redistribution des richesses, il souligna que "l'évolution du Maroc a donné lieu à un phénomène social négatif qui prend de grandes proportions contraires aux principes de la construction d'une société équilibrée et solidaire. Il s'agit du phénomène des différences sociales devenues clairement visibles et qui s'approfondissent jour après jour". Mais M. Filali ne nous dit pas s'il s'agit là d'une fatalité face à laquelle il ne propose aucun remède, ou tout bonnement des résultats du fameux réajustement structurel. Basé principalement sur des considérations économistes étroites, ce dernier s'accompagne d'un "réajustement social" produisant la richesse absolue d'un côté, et la pauvreté absolue de l'autre. M. Filali invite simplement tous les parlementaires, majorité comme opposition, à "réfléchir sur les moyens nécessaires que nous mettrons tous ensemble en oeuvre pour limiter ce phénomène et le traiter, afin de sauvegarder les équilibres et la cohésion de la société marocaine"...

Concernant le chômage, M. Filali semble nous livrer un "scoop" en déclarant: "le problème du chômage dans notre pays est très compliqué, vu la diversité de ses origines et de ses manifestations, ainsi que des méthodes pour le traiter. Surtout si nous considérons qu'il y a un chômage structurel et un autre conjoncturel"!... Jugant les méthodes traditionnelles et routinières inefficaces pour remédier à ce fléau, M. Filali ne souffla mot de celles imaginées ou conçues par son gouvernement et qu'il envisage de mettre en oeuvre.

Et si la crise du monde rural est soulignée, la résolution de cette crise serait du ressort d'un "dialogue national" qui serait organisé à ce

sujet. Les causes fondamentales de la crise socio-économique, les problèmes graves de l'enseignement, de la gangrène de la corruption largement répandue dans l'administration et l'appareil judiciaire ne font l'objet d'aucune mesure concrète. Pas de réforme sérieuse à l'horizon.

Le "tour de piste" du premier ministre devant le parlement, loin d'exposer un programme concret qui engage le gouvernement et sollicite un vote sérieux des différentes formations politiques, s'est borné en fin de compte à un exposé franchement alarmant des problèmes vécus au quotidien par le citoyen, mais sans la moindre ébauche de programme pour les résoudre. Mais pourquoi s'encombrer d'un programme lorsque la confiance du "parlement à géométrie variable" est acquise d'avance au premier ministre désigné?

Le président du parti de droite "Rassemblement National des Indépendants" (non représenté au gouvernement), a d'ailleurs ouvertement (naïvement?) déclaré qu'il a reçu des instructions en haut lieu pour voter la confiance et soutenir le gouvernement. Son parti est considéré, en effet, comme le tampon ou le "reste de division" qui permet de faire basculer la majorité parlementaire d'un côté comme de l'autre... Il y a à peine quelques mois, il a été officiellement sollicité pour constituer une majorité parlementaire numérique en additionnant le nombre de ses députés à ceux de l'opposition et former ainsi le gouvernement de "l'alternance"!... Mais suite à l'échec de celle-ci, et maintenant que les jeux sont faits, ordre lui est donné de retourner à la maison mère, et de mettre à disposition ses troupes pour configurer le parlement cette fois-ci en majorité de droite et voter la confiance au nouveau gouvernement!...

C'est donc sans surprise que le "programme" de M. Filali a été adopté à une majorité confortable (186 voix contre 108) mais dosée sans trop d'excès qui pourrait nuire à l'image de marque de la démocratie de façade. C'est "presque à l'européenne" pourrait commenter les observateurs avides d'alibis moraux pour se cacher la réalité telle qu'elle est.

Il va sans dire alors que ce nouveau gouvernement assure la continuité dans la continuité

d'une même politique alimentant une crise allant de mal en pis. Et si les retombées économiques et sociales désastreuses de cette crise sont visibles et spectaculaires, il n'en demeure pas moins que son origine est avant tout politique.

UNE SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DESASTREUSE

Dominés par des relations de type néo-colonial, l'économie marocaine souffre de la désarticulation de ses principaux secteurs d'activité. Les liens qui unissent ces derniers avec l'étranger sont bien plus solides que ceux qui existent entre eux sur le marché intérieur. C'est le cas des secteurs organisés, équipés, modernisés et destinés à l'exportation tels l'agriculture (agrumes, tomates, primeurs, roses...) le textile, le cuir, la production minière...

Délaissant le marché intérieur, ces secteurs d'exportation ne couvrent malgré tout que 50% des importations, d'où le déficit permanent de la balance extérieure, doublé d'une dette extérieure qui atteint 75% de la production intérieure brute.

La croissance économique (2,3% en moyenne par an) reste faible devant une démographie galopante de 2,7% par an. La faiblesse du secteur industriel dans son ensemble, fait que l'économie marocaine repose principalement sur l'agriculture. De ce fait, elle reste largement tributaire de la pluviométrie. Ainsi, la croissance en 1995 devrait être négative suite à la sécheresse qui a sévit au moment des labours.

Dès le début des années 80, tout plan de développement a été abandonné au profit du "réajustement structurel". Les privatisations délabrent le service public et font passer les richesses nationales accumulées depuis l'indépendance aux mains de la minorité de la bourgeoisie privilégiée. Cette dernière se structure en grands groupes (dont la tentaculaire ONA) qui gèrent ses intérêts et ceux de ses partenaires étrangers. Le fossé se creuse davantage entre les plus riches et les plus démunis. La fiscalité en vigueur aggrave cette situation pesant de façon directe sur les salariés malgré leur faible nombre, et épargnant les grandes fortunes.

La population active reste relativement faible (30% de la population) et le taux de chômage réel et déguisé avoisine les 40% de la population active. Seule la solidarité familiale colmate les brèches et permet de maintenir des équilibres sociaux extrêmement fragiles (30% de la population subvient aux besoins de 70%). La pauvreté n'est pas un mot vide de sens: 9 millions de personnes (sur les 27 officiels) dépensent moins de 583 DH par mois (360 FF environ) alors que le minimum vital est estimé à 4400 DH. Les services publics en dégradation constante sont loin de répondre aux besoins du pays. L'enseignement, inadapté, désarticulé et désorganisé par une suite de réformes aventureuses, n'offre quasiment plus de débouchés, face à un marché du travail par ailleurs saturé. En 1994 le nombre de diplômés universitaires au chômage a atteint 110 000. A la base, seul 50% des enfants en âge de scolarisation sont admis dans l'enseignement. Un enfant sur deux est donc voué d'office à l'illétrisme.

Mais au-delà des chiffres, la réalité la plus marquante reste celle de la juxtaposition des deux mondes: celui de la pauvreté absolue et celui de la richesse et du luxe étalé au grand jour, illustration flagrante d'une pyramide de redistribution des richesses extrêmement pointue, et qui menace d'implosion à tout moment.

Pourtant, les potentialités économiques, les richesses naturelles, les capacités humaines d'encadrement et de production, l'esprit d'initiative et d'entreprise, l'ardeur au travail ne manquent pas dans ce pays. Mais toutes ces ressources matérielles et humaines demeurent prisonnières d'un carcan politique moyenâgeux, et souffrent d'une transition démocratique bloquée mais non moins historiquement nécessaire.

Le développement et le décollage économique (Cut-off), l'accumulation des ressources, la libre entreprise, la fructification du capital national, la paix et la solidarité sociales... cadrent mal avec l'absence de l'état de droit, l'inégalité devant la loi, l'injustice, l'abus de pouvoir, le despotisme, la non-séparation des pouvoirs, la dépendance structurelle, les pratiques féodales en matière d'économie, et une superstructure idéologique et culturelle fortement marquée des séquelles de l'époque féodale éculée... Seul un

changement démocratique réel peut ouvrir le chemin de la libération et du développement.

ROMPRE LE CERCLE VICIEUX PAR DES REFORMES DEMOCRATIQUES PROFONDES

Les forces démocratiques du pays ne s'y trompent pas, lorsqu'elles mettent en exergue les aspects politiques de la crise avant même leurs répercussions économiques. Mais il est grand temps pour elles de se rassembler et d'unifier de façon conséquente leurs efforts pour faire enfanter la situation du changement démocratique dont elle est porteuse. Les revendications constitutionnelles et politiques de l'ensemble de ces forces sont à l'ordre du jour, et en particulier:

-La révision globale de la constitution afin d'asseoir les fondements de l'Etat de droit et de la démocratie: souveraineté du peuple, séparation des pouvoirs, respect scrupuleux des droits de l'homme dans les faits, gouvernement et premier ministre issu de la majorité et responsables devant le parlement (et non pas l'inverse...), élections libres et honnêtes... etc.

-L'annulation des résultats des élections de 1993, et la réélection d'institutions démocratiques réellement représentatives, sans fraude ni intervention de l'administration. Ces élections doivent avoir lieu sous le contrôle d'un organisme national indépendant, et la garantie d'institutions internationales.

Sans l'instauration des fondements de la démocratie, la crise politique ira s'amplifiant et s'aiguissant. Les rotations, substitutions, translations et commutations de ministres et de gouvernements n'y changeront rien. Les replâtrages économiques et sociaux non plus. Il ne peut y avoir de développement véritable ni de paix sociale, tant que le peuple est privé de souveraineté, la machine économique et administrative bloquée et corrompue.

Les centres de pouvoir économique sont occupés via le clientélisme et les moyens douteux. Les arrivistes et agents de pouvoir donnent libre court à la mauvaise gestion. La route est barrée à des dizaines de milliers de jeunes diplômés, privés de contribuer au développement de leur pays. La terrible rancoeur qui en résulte sur le plan personnel, rejaillissant sur le milieu

familial et l'environnement social, constitue autant d'ingrédients pour aggraver la situation.

La crise politique nourrit la crise économique et vice-versa. Et le terrain devient apte, jour après jour, à la floraison de maladies sociales et de phénomènes de refus, d'intégrismes et de rejets de toutes sortes.

Plus que jamais, le choix se pose de façon cruciale entre deux alternatives opposées:

-Faire durer la politique qui sévit depuis l'indépendance, et le jeu de démocratie factice qui l'accompagne; et par conséquent aggraver la crise socio-économique et politique, et persévérer dans la voie du développement du sous-développement.

-Instaurer le changement démocratique nécessaire. Le cercle vicieux: crise politique-crise économique ne peut être rompu que politiquement par des réformes démocratiques profondes permettant au pays de saisir sa chance et d'ouvrir la voie du développement et du progrès.

Le temps ne joue pas en faveur de la démocratie, la misère rampante et l'analphabétisme non plus. Plus le temps passe sous l'égide de la politique actuelle, plus les problèmes socio-économiques s'approfondissent allant vers des points de non-retour, et plus la facture du changement démocratique sera lourde à payer aussi bien pour le Maroc que pour ses partenaires.

D'où encore une fois l'urgence de réformes politiques profondes et du changement démocratique salutaire.□

Abdelghani BOUSTA

Membre du secrétariat national du P.A.D.S.